



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]  
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]  
[REDACTED]

Date : mardi 23 avril 2024

Madame [REDACTED]  
Directrice  
EHPAD RESIDENCE EMILIE DE  
VILLENEUVE  
9 AV EMILIE DE VILLENEUVE  
81100 CASTRES

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre mail du 14/03/2024

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 06/02/2024 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les cinq prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre et les trois recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

  
Sophie ALBERT

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

## Tableau définitif des mesures correctives

### Contrôle sur pièces de l'EHPAD EMILIE DE VILLENEUVE situé à CASTRES 81100

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription-recommandation)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS Maintenues : 5 Levées : 2
<b>Ecart 1</b> : L'établissement ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	Art. L.311-8 du CASF	<b>Prescription 1</b> : Actualiser le projet d'établissement et le transmettre à l'ARS.	<b>Délai : effectivité fin 2024</b>	[REDACTED]	Prescription maintenue  La mission prend en compte le démarrage des travaux d'actualisation.  Délai : effectivité fin 2024
<b>Ecart 2</b> : La Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée et/ou active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	<b>Art. D.312-158, 3° du CASF</b> (MEDEC préside la commission réunie au moins 1x/an)  Arrêté du 5 septembre 2011 relatif à la commission de coordination gériatrique mentionnée au	<b>Prescription 2</b> : Se mettre en conformité à la réglementation	<b>Délai : Effectivité fin 2024.</b>	[REDACTED]	Prescription maintenue  Délai : effectivité fin 1 <sup>er</sup> semestre 2024.

	3° de l'article D.312-158 du code de l'action sociale et des familles				
<b>Ecart 3 :</b> Les CR des CVS ne sont pas signés par le Président du CVS, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-20 du CASF.	<u>Fonctionnement :</u> Art. D311-16 du CASF <u>Formalisation des CR des séances CVS</u> Art. D. 311-20 du CASF	<u>Prescription 3 :</u> La structure est invitée à s'assurer de la signature des CR des CVS par le Président du CVS, pour les prochaines séances.	<b>Délai : Immédiat</b>		Prescription levée  CR de CVS reçus.
<b>Ecart 4 :</b> Au jour du contrôle, la procédure d'amélioration continue des pratiques professionnelles n'existe pas, ce qui contrevient aux dispositions de l'article L.312-8 du CASF.	Art. L.312-8 du CASF	Prescription 4 : mettre en place une procédure de pratiques d'améliorations continue des pratiques professionnelles dès la finalisation du CPOM.	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription maintenue  Délai : 6 mois
<b>Ecart 5 :</b> Selon la structure, le projet d'établissement ne comprend pas un volet projet général médical décrivant les besoins de la population accueillie, les objectifs fixés pour améliorer la qualité et la sécurité des soins, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-38 du CASF.	<u>Projet de soin dans PE :</u> Art. D.311-38 du CASF  <u>Elaboration projet soin dans PE par MEDCO :</u> Art. D312-158 alinéa 1° du CASF	<u>Prescription 5 :</u> Actualiser le projet d'établissement en y intégrant le volet soins.	<b>Délai : effectivité fin 2024.</b>		Prescription maintenue en lien avec l'actualisation du projet d'établissement.  Délai : effectivité fin 2024.
<b>Ecart 6 :</b> Au jour du contrôle, la structure déclare ne pas disposer d'une convention avec un ou plusieurs pharmaciens titulaires	Art. L.5126-10 du CSP	<u>Prescription 6 :</u> Se mettre en conformité à la réglementation	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription levée

d'officine, ce qui contrevient à l'article L5126-10 du CSP.					
<b>Ecart 7</b> : La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un (ou plusieurs) établissement d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF.	Article D.312-155-0 modifié par Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 - art.1 - 5 <sup>ème</sup> alinéa (conventions avec un ou plusieurs établissements de santé du territoire, dont, le cas échéant, au moins un hôpital de proximité)	<u>Prescription 7</u> : Etablir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour.	<b>Délai : 6 mois</b>		Prescription maintenue  <b>Délai : 6 mois</b>

Remarques (4)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS Maintenues : 3 Levée : 1
<b>Remarque 1</b> : La structure déclare ne pas organiser des RETEX suite à l'analyse des dysfonctionnements et des EIGS.		<u>Recommandation 1</u> : Mettre en place des RETEX et les formaliser – suite à un EIG. Transmettre le document à l'ARS.	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation maintenue  Délai : 6 mois
<b>Remarque 2</b> : Selon la structure, le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas.		<u>Recommandation 2</u> : L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration. Transmettre à l'ARS le plan de formation.	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation maintenue Délai : 6 mois
<b>Remarque 3</b> : La direction de l'établissement ne dispose d'aucun plan de formation.		<u>Recommandation 3</u> : La structure est invitée à actualiser/ élaborer et mettre en place un plan de formation interne et/ou externe en respect des attendus de l'HAS.	<b>Délai : 6 mois</b>		Recommandation maintenue Délai : 6 mois

<p><b>Remarque 4 :</b> La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.</p>		<p><u>Recommandation 4 :</u> La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie. Transmettre le document à l'ARS.</p>	<p><b>Délai : Effectivité 2024.</b></p>	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<p>Recommandation levée</p> <p>La mission prend en compte les arguments de l'ehpad.</p>
---	--	--	---	---	---